

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 27 MAI 2008

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;
HALLOT J-P., QUINTIN Y., POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P.,
SENECAUT M., LEURIDANT G., MULLER L., ROBETTE-DELPUTTE F., DELHAYE-
DEBAUQUE I, MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : DUBOIS Guy, PIGEON Michel,
VANDERKEL Annick et BREUSE Eddy.

1. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 MAI 2008 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de la situation de caisse au 01 mai 2008, à savoir : un solde débiteur de
2.294.712,07 €.

2. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN A ERBISOEUL – COMPTE 2007 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2007 se clôture au montant de 61.747,62 € en recettes et 48.786,74 € en
dépenses, soit un excédent de 12.960,88 €. L'intervention communale est de 21.972,17 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 1 abstention, sur le compte de l'exercice
2007 de la fabrique d'église Saint-Martin à Erbisoeul.

3. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT MARTIN A HERCHIES – COMPTE 2007 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2007 se clôture au montant de 30.605,81 € en recettes et 29.520,99 € en
dépenses, soit un excédent de 1.084,82 €. L'intervention communale est de 27.905,02 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 1 abstention, sur le compte de l'exercice 2007 de la fabrique d'église Saint-Martin à Herchies.

Monsieur POTTIEZ, Monsieur DECAMPS et Mademoiselle MORCRETTE rentrent en séance.

4. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT ELOI A JURBISE – COMPTE 2007 – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2007 se clôture au montant de 52.475,51 € en recettes et 37.405,10 € en dépenses, soit un excédent de 15.070,41 €. L'intervention communale est de 12.752,75 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 1 abstention, sur le compte de l'exercice 2007 de la fabrique d'église Saint-Eloi à Jurbise.

5. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT PIERRE A MASNUY-SAINT-PIERRE – COMPTE 2007 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2007 se clôture au montant de 15.465,86 € en recettes et 14.343,47 € en dépenses, soit un excédent de 1.122,39 €. L'intervention communale est de 12.239,44 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 1 abstention, sur le compte de l'exercice 2007 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

6. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DE VACRESSE A HERCHIES – COMPTE 2007 – AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2007 se clôture au montant de 27.608,74 € en recettes et 24.963,53 € en dépenses, soit un excédent de 2.645,21 €. L'intervention communale est de 17.859,81 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 1 abstention, sur le compte de l'exercice 2007 de la fabrique d'église Notre-Dame de Vacresse à Herchies.

7. FINANCES – SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BAUDOUR-HERCHIES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 SERVICE EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 2008 – AVIS

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n°1 au budget 2008 de la Synode de l'Eglise Protestante Unie de Baudour – Herchies dont la récapitulation est la suivante :

D'après le budget initial :	Recettes :	25.290,00
	Recettes en plus :	179.619,53
D'après le budget initial :	Dépenses :	25.290,00
	Dépenses en plus :	179.619,53
Nouveau Résultat :	Recettes :	204.909,53
	Dépenses :	204.909,53

Le supplément communal est inchangé

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 16 voix pour et 1 abstention, sur la modification budgétaire n° 1 au service extraordinaire au budget 2008 de la Synode de l'Eglise Protestante Unie de Baudour – Herchies.

8. FINANCES – COMPTE COMMUNAL DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'EXERCICE 2007 - APPROBATION

Note de l'Echevin des Finances

Avant de céder la parole au Receveur Communal, je vous demande de rectifier les erreurs de frappe contenues dans les documents « finances » que vous avez reçus :

- Rapport de la commission restreinte : page 4 : boni au lieu de déficit budgétaire et page 14 : mali extraordinaire du Compte 2007 au lieu de 2006 et budget 2008 au lieu de 2007.

- MB n°1 du budget communal 2008 : enlever les deux exemplaires du service extraordinaire qui étaient insérés et les remplacer par la nouvelle version déposée à votre place, compte tenu de l'entretien 2008 des voiries (100.000 €) et de l'oubli signalé en Commission des Finances, des honoraires de l'auteur du projet et du coordinateur des travaux de toiture à l'église de Masnuy-Saint-Pierre, pour environ 11.500 €.

La Commission des Finances réunie hier s'étant prononcée sur l'aspect technique du Compte 2007 et de la modification budgétaire n°1 du budget communal 2008, nous vous

limiterons dès lors, à reprendre ce soir les grandes lignes de ces deux dossiers. Vous pourrez ensuite les commenter sur le plan politique.

Je tiens à féliciter et à remercier le Receveur Florent BOTTE, ainsi que mes collaborateurs du Service « Finances », pour le travail remarquable qu'ils ont réalisé une fois de plus.

Le compte communal de l'exercice 2007 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés Non-valeurs et irrécouvrables	8.628.242,35 € 47.531,93 €	3.681.548,57 € 0,00 €
Droits constatés nets Engagements	8.580.710,42 € 8.532.918,30 €	3.681.548,57 € 5.025.591,13 €
Résultat budgétaire Positif Négatif	47.792,12 €	1.344.042,56
2. Engagements Imputations comptables	8.532.918,30 € 8.397.043,51 €	5.025.591,13€ 1.102.792,05€
Engagements à reporter	135.874,79 €	3.922.799,08€
3. Droits constatés nets Imputations	8.580.710,42 € 8.397.043,51 €	3.681.548,57€ 1.102.792,05€
Résultat comptable Positif Négatif	183.666,91 €	2.578.756,52€

Intervention de Monsieur HALLOT, Conseil communal indépendant

Mon intervention sera principalement axée sur quelques remarques : sur quelles bases autorisez-vous des dépassements de crédits? car je relève plusieurs dépassements dont certains significatifs.

Voilà pourquoi je m'abstiendrai sur le vote de ce Compte 2007.

Une réponse positive est donnée à la question par le Receveur, ainsi que l'explication technique de celle-ci (l'augmentation des dépenses pour les festivités se justifie par la prise en compte des charges financières du personnel de ce service).

Madame SENECAUT, chef de groupe PS, fait remarquer l'augmentation de la dotation au C.P.A.S. de +/- 10%.

La Présidente répond que cela correspond à l'indexation.

Madame SENECAUT s'inquiète également de l'augmentation des dotations de Jurbise, à la Zone de Police et au Service Incendie et invite la Présidente à s'assurer que les autres communes font de même.

Mademoiselle GALANT reconnaît la problématique et assure qu'elle suit de très près les discussions à ce sujet au niveau fédéral.

Mademoiselle MORCRETTE, au nom du groupe CDH, se félicite de la politique de prudence en matière de personnel. Elle s'interroge sur les erreurs soulignées dans la note de la Commission restreinte des Finances et soulevées lors de la Commission des Finances qui a précédé la présentation de la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2008 au Conseil Communal. Elle fait remarquer que le rapport de la Commission restreinte a été signé par l'Echevin des Finances, le Receveur communal et le Secrétaire communal et je cite : « Devons-nous parler de négligence, d'incompétence ou d'approbation aveugle de la part des responsables? ».

La Présidente interrompt la conseillère CDH et s'insurge contre les propos calomnieux tenus à l'encontre des deux plus hauts fonctionnaires communaux. Elle invite Mademoiselle MORCRETTE à poursuivre son intervention dans le cadre du huis clos.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 12 voix pour et 5 abstentions sur le Compte Communal de l'exercice 2007 des services ordinaire et extraordinaire.

9. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2008 - APPROBATION

Monsieur EGELS présente le dossier.

La modification budgétaire du service ordinaire de l'exercice 2008 se clôture aux montants suivants :

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial Ou la précédente modification	8.554.641,34 €	8.524.12187 €	30.519,47 €
Augmentation de crédit	556.354,17 €	632.219,98 €	-7.865,81 €
Diminution de crédit	-45.021,84 €	-118.546,58 €	73524,74 €

Nouveau résultat	9.065.973,67 €	9.037.795,27 €	28.18,40 €
------------------	----------------	----------------	------------

Au service extraordinaire, la modification budgétaire se clôture aux montants suivants :

	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
D'après le budget initial Ou la précédente modification	10.437.143,89 €	10.409.214,67 €	27.929,22 €
Augmentation de crédit	1.042.935,78 €	1.823.866,57 €	-780.930,79 €
Diminution de crédit	-3.588.817,05 €	-3.470.402,32 €	-118.414,73 €
Nouveau résultat	7.891.262,62 €	8.762.678,92 €	-871.416,30 €

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 12 voix pour et 5 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2008.

10. FINANCES – APPLICATION DE L'ARTICLE L1311-5 DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION POUR LE PAIEMENT URGENT DE FACTURE – RATIFICATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la Commune de Jurbise est redevable auprès de Hydrotec Avenue Sabin, 2 1300 WAVRE de la somme de 3.735,88 euros pour le traitement de l'humidité ascensionnelle des murs du bâtiment « conciergerie »;

Attendu que les crédits budgétaires de dépense inscrits à l'article 124/12506.2008 au budget communal sont insuffisants pour honorer la facture;

Attendu que les crédits de dépenses nécessaires ont été adaptés lors de la modification budgétaire n° 1 du budget communal 2008;

Vu le caractère urgent de pourvoir à la dépense afin d'éviter des frais supplémentaires;

Vu l'article L1311-5 du code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la délibération du Collège Communal du 21 avril 2008 à l'application de l'article L1311-5 du Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : de ratifier la dépense consentie par le Collège Communal en application de l'article L1311-5 du CDLD, à savoir la somme de 3.735,88 €.

Article 2 : de transmettre la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

**11. FINANCES – MARCHÉ DE FOURNITURE INFÉRIEUR À 5.500 HTVA –
ACQUISITION DE MATÉRIEL D'ÉQUIPEMENT POUR LE SERVICE DES
ESPACES VERTS - RATIFICATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que suite à des ennuis mécaniques avec certains outils d'entretien, il y a lieu d'acquérir une nouvelle débroussailleuse et une tondeuse autotractée pour le service d'entretien des espaces verts;

Vu l'urgence d'entretenir les espaces verts de la commune en cette période de l'année, le Collège Communal a lancé une procédure de marché sur facture acceptée pour l'acquisition de nouvelles machines;

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment les articles L1222-3 et L1222-4 relatifs aux compétences du Collège communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1^o a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- Lot 1: Acquisition d'une débroussailleuse pour le service des espaces verts, estimé à 743,80 € hors TVA ou 900,00 €, 21 % TVA comprise;
- Lot 2: Acquisition d'une tondeuse pour le service des espaces verts, estimé à 1.700,00 € hors TVA ou 2.057,00 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que les firmes suivantes ont été invitées à remettre une offre dans le cadre de la procédure négociée;

- Loca J&D, Route d'Ath, 187 à 7020 Nimy;
- Ets Acar & Fils, Chaussée de Roi Baudouin, 105 à 7030 Saint-Symphorien;
- Ets André Lété, Rue des Alliés, 31 à 7870 Lens;

Considérant que des crédits appropriés sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2008, article 421/74451.2008;

Vu les prescriptions légales, en matière de marchés publics de fournitures et de services;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu l'urgence;

Décide : de ratifier

Article 1^{er} - La décision du Collège Communal du 05 mai 2008 par laquelle celui-ci a décidé de lancer une procédure de marché par facture acceptée pour l'acquisition d'une débroussailleuse et d'une tondeuse, afin d'acquérir le matériel dans les meilleurs délais.

Article 2 - La présente dépense sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 3 - D'annexer la présente résolution au mandat relatif à la dépense.

Article 4 - De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

Monsieur DECAMPS sort de séance.

**12. FINANCES – ELABORATION D'UN SCHEMA DE STRUCTURE COMMUNAL
AU SENS DES ARTICLES 16, 16 BIS, 17, 254, 255, 78 ET 79 DU CWATUP.
EXTENSION DE CONTRAT POUR LA MISE A JOUR DE LOGICIELS –
RATIFICATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (MB du 22/01/1994);

Vu l'arrêté royal du 08/01/1996 relatif aux marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (MB du 26/01/1996);

Vu l'arrêté royal du 26/09/1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (18/10/1996);

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le décret du 1^{er} avril 1999 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et intercommunales de la Région wallonne;

Vu la délibération du Conseil Communal du 02 octobre 2007 par laquelle le Conseil attribue le marché ayant pour objet « Elaboration d'un Schéma de Structure Communal au sens des articles 16, 16bis, 17, 254, 255, 78 et 79 du CWATUP » à la société AWP+E à Nivelles;

Attendu qu'après la réalisation de la 1^{er} phase « Inventaire de la situation existante et évaluation » pour l'élaboration d'un Schéma de Structure Communal, la société AWP+E propose d'intégrer l'inventaire des Atlas des chemins, sentiers et cours d'eau afin de réaliser des cartes complètes reprenant l'historique des chemins, sentiers et cours d'eau éventuellement supprimés, modifiés ou autres;

Attendu que pour réaliser ce travail (numérisation de tous les Atlas de chemins, sentiers et cours d'eau) un supplément budgétaire de 5.500 € TVAC est à prévoir par rapport au contrat initial;

Attendu que pour éviter des problèmes de configuration des systèmes informatiques, la société AWP+E propose la SPRL Lumen Scan à 1040 Bruxelles pour réaliser le travail;

Vu l'offre de prix, datée du 24 avril 2008, remise par la société Lumen Scan pour effectuer le travail de numérisation de tous les Atlas;

Attendu que suite à la réalisation de la 1^{er} phase précitée, l'Administration Communale peut profiter de ce travail pour mettre à jour les logiciels Acropole QuickCarto et Acropole Urbanisme;

Attendu que la société STESUD a fourni ces logiciels à l'Administration Communale et par voie de conséquence, seule la société STESUD est à même de réaliser la migration des données et la mise à jour de celles-ci;

Attendu que l'Administration Communale de Jurbise est satisfaite des prestations de services réalisées à ce jour par la société STESUD;

Vu l'estimation du coût de la prestation de service au montant approximatif de 2.500 € TVAC;

Attendu que pour éviter des retards dans l'élaboration du schéma de structure communal, le Collège Communal réuni en séance du 28 avril 2008 a décidé de consentir ces dépenses;

Attendu que les crédits supplémentaires sont inscrits en modification budgétaire n°1 du budget communal de l'exercice 2008;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er.

De ratifier la décision du Collège Communal prise en séance du 28 avril 2008 quant à l'extension du contrat relatif à l'élaboration d'un Schéma de Structure Communal au sens des articles 16, 16 bis, 17, 254, 255, 78 et 79 du CWATUP afin d'inclure l'historique complet des chemins, sentiers et cours d'eau et de mettre à jour la base de données des divers applications informatiques fonctionnelles à l'Administration.

Article 2.

De ratifier la décision du Collège Communal prise en séance du 28 avril 2008 quant à la désignation de la société Lumen Scan pour réaliser la numérisation des atlas des chemins, sentiers et cours d'eau afin d'inclure ces données dans le Schéma de Structure Communal.

Article 3.

De ratifier la décision du Collège Communal prise en séance du 28 avril 2008 quant à de désigner la société STESUD pour réaliser la migration des données et la mise à jour de celles-ci dans les logiciels Urbanisme et QuickCarto de l'Administration.

Article 4.

De ratifier la dépense consentie de 8.000 € relative à l'extension du contrat d'élaboration d'un Schéma de Structure Communal au sens des articles 16, 16 bis, 17, 254 255, 78 et 79 du CWATUP et la mise à jour des applications.

Article 5.

De transmettre extrait de la présente délibération à Monsieur le Receveur pour disposition.

Monsieur DECAMPS réintègre la séance.

**13. FINANCES – DESAFFECTATION ET AFFECTATION DE SOLDES
D'EMPRUNTS NON UTILISES POUR COUVRIR DES DEPENSES D'ACQUI-
SITIONS DE VEHICULES POUR LE SERVICE DE LA VOIRIE –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la délibération du 11 décembre 2007, par laquelle le Conseil Communal arrête le budget communal ordinaire et extraordinaire 2008;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles 1311-1 et 1331-3;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le Règlement Général sur la comptabilité communale, notamment les articles 27;

Attendu que le service extraordinaire présente une situation active, suite à l'emprunt n°1519 pour l'acquisition d'un bus scolaire présentant un solde disponible de 190.000,00 EUR;

Attendu que la dette active réelle de cet emprunt est de 172.913,38 EUR étant donné que la commune a déjà remboursé 17.086,62€ auprès de Dexia Banque et dès lors ce montant se retrouve dans le boni du budget extraordinaire de l'Administration Communale;

Attendu que la commune, ci-après dénommée l'emprunteur, souhaite affecter ce solde au financement des dépenses ayant pour objet l'acquisition d'une balayeuse de voirie et l'acquisition de véhicule atelier pour le service de la voirie;

Vu la lettre du 21 avril 2008 par laquelle Dexia Banque marque son accord pour la désaffectation du solde de l'emprunt mentionné ci-dessus;

Sur proposition du Collège Communal;

DECIDE : à l'unanimité

Article 1er : d'affecter le solde de 172.913,38 EUR de l'emprunt n°1519 au paiement des dépenses extraordinaires ayant pour objet l'acquisition d'une balayeuse de voirie (159.720,00 EUR) et l'acquisition d'un véhicule atelier (13.193,98 EUR) pour le service de la voirie.

Article 2 : - la désaffectation sera comptabilisée dès que Dexia Banque sera en possession de la présente résolution.

- les tableaux « compte de l'emprunt » seront adressés à l'administration après la comptabilisation de cette opération.
- Dexia Banque paiera directement les créanciers de l'emprunteur sur ordres créés à leur profit par le receveur.

- Toutes les conditions et stipulations prévues dans la délibération du 08/06/2007 relative à l'emprunt initial restent valables pour cette désaffectation.

Article 3 : De transmettre exemplaires de la présente délibération aux autorités de tutelle, à Monsieur le Receveur Communal et à la s.a Dexia Banque pour disposition.

14. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – CHAUSSEE BRUNEHULT – SECTION COMPRISE ENTRE LE CARREFOUR « DENDAL » ET L'IMMEUBLE N°360 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant l'avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 08 mai 2008;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1^{er} : Dans la chaussée Brunehaut, des zones d'évitement striées, d'une longueur de 10 mètres, disposées en vis-à-vis et réduisant progressivement la largeur de la chaussée à 3, 5 mètres sont établies aux endroits suivants :

- entre les n°322 et 324. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers le Grand Chemin de Masnuy;
- entre les n°344 et 346. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers la route d'Ath;
- entre les n°360 et 366. Dans le rétrécissement ainsi créé, une priorité de passage est instaurée, la priorité étant donnée aux conducteurs se dirigeant vers la route d'Ath;

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux A7, B19, B21, D1 et les marques au sol appropriées.**

Article 3: Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

15. REGLEMENT COMPLEMENTAIRE SUR LA POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE – RUE DU BOIS D'ARRAS - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant l'avis émis par la Division de la Programmation et de la Coordination des Transports de la Région Wallonne le 08 mai 2008;

Considérant que la rue du Bois d'Arras est de gabarit restreint;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du Collège communal;

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

Article 1^{er} : Dans la rue du Bois Arras, section comprise entre le chemin du Prince au niveau du n° 48 et la limite territoriale de Mons, **la circulation sera réservée aux piétons, cyclistes et cavaliers.**

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le placement de **signaux F99a et F101a.**

Article 3 : Dans la rue du Bois d'Arras, section comprise entre le chemin du Prince, à proximité du pont sur le chemin de fer, **l'accès est interdit à tout conducteur, sauf desserte locale.**

Article 4 : Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un **signal C3 avec panneau additionnel reprenant la mention « SAUF DESSERTE LOCALE ».**

Article 5: Le présent règlement sera soumis à l'approbation de la Direction de Coordination des transports de la Région Wallonne.

16. URBANISME – LOTISSEMENT, RUE DE GHLIN ET RUE BASSE A JURBISE

**(SECTION D'ERBISOEUL) – 8 LOTS DE TERRAINS A BATIR –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la demande introduite le 15 janvier 2008 relative à un projet de lotissement sur le terrain sis rue de Ghlin et rue Basse à 7050 Jurbise (Erbisoeul), cadastré Section B n° 131 N pie, 131 L pie et 133 M, vendre huit lots comme terrain à bâtir;

Vu l'avis favorable conditionnel du H.T.I. du 26/02/2008 en annexe;

Vu l'enquête publique réalisée du 04/02/2008 au 18/02/2008 dont procès-verbal constatant qu'aucune observation n'a été introduite à l'encontre du projet de lotissement;

Vu la décision du Collège communal réuni le 28/04/2008;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,

Décide à l'unanimité :

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de lotissement dont objet en respectant l'avis favorable conditionnel du H.I.T.

Article 2 : De transmettre exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

**17. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE : I.G.H. –
PROJET NETWAL – RESTRUCTURATION DU SECTEUR MIXTE WALLON –
APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 25 juin 2008 ;

Considérant l'évolution du secteur de la distribution de gaz et d'électricité à la suite des directives européennes visant à libéraliser les marchés de l'énergie, soit la directive 2003/55/CE du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur du gaz naturel et de sa transposition en droit interne, soit la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché du gaz, complétée par la loi du 1^{er} juin 2005 portant modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation, telle que modifiée à ce jour et tous leurs arrêtés d'exécution, outre spécifiquement en Wallonie, le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz tel que modifié à ce jour et tous ses arrêtés d'exécution;

Considérant que l'ensemble des exigences légales et réglementaires, tant européennes que belges et wallonnes, ont été appliquées par les intercommunales mixtes gestionnaires de réseau de distribution et transposées dans leurs statuts;

Considérant que le secteur dit mixte de la distribution présente comme particularité la coexistence, d'une part, d'Electrabel en qualité d'actionnaire minoritaire des intercommunales mixtes gestionnaires de réseau de distribution et, d'autre part, de la division Réseaux Wallonie d'Electrabel en qualité de société exploitante chargée statutairement de l'exploitation opérationnelle et journalière des intercommunales mixtes;

Considérant que, pour autant, cette particularité est conforme aux exigences dites d'unbundling, à savoir de scinder, par des entités juridiques distinctes, les activités de producteur et de fournisseur, d'une part, et les activités de gestionnaire de réseaux, d'autre part;

Considérant que, néanmoins, pour renforcer davantage et s'il le fallait encore l'indépendance des activités de gestionnaire de réseau de distribution, à l'initiative et à la demande du Conseil des présidents [Intermixt Wallonie] réuni le 21 novembre 2007, des discussions sont intervenues avec Electrabel en vue de confier à une société détenue par les seuls gestionnaires de réseau de distribution mixtes wallons l'exploitation opérationnelle et journalière de ceux-ci et ce, par le biais notamment d'un transfert de la branche d'activités Réseaux Wallonie d'Electrabel à cette société;

Considérant qu'en mars 2008, ces discussions entre Intermixt et Electrabel ont abouti à un accord intitulé Mémoire d'Understanding et, ensuite, à la rédaction des divers textes permettant de mener à bien ce projet intitulé « NETWAL »;

Considérant que le projet « NETWAL » s'inscrit incontestablement dans un renforcement de l'indépendance des gestionnaires de réseau de distribution et donc, dans la logique de libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité;

Considérant que le projet « NETWAL » et la future filiale qui en découlera s'appuient sur des principes de gouvernance d'entreprise forts et qui offrent les meilleures garanties de sérieux et d'efficacité;

Considérant les documents annexés à la convocation, à savoir :

1. le Mémoire d'Understanding entre Intermixt et Electrabel;
2. les statuts de la société NETWAL;
3. la charte de gouvernance d'entreprise de la société « NETWAL »;
4. la convention d'associés entre Electrabel et les GRD mixtes wallons relative au projet « NETWAL »;
5. la convention de cession de parts sociales;
6. le projet de modification des statuts de l'intercommunale;

Comme partie intégrante de la présente délibération;

Considérant que les décisions à prendre par l'assemblée générale forment un tout indissociable puisqu'il convient, tout à la fois, d'approuver les termes et modalités de l'accord

abouti sur le projet NETWAL entre Electrabel et les représentants du secteur public, d'accepter de prendre une participation au capital de la société NETWAL, selon la clé de répartition convenue entre l'ensemble des gestionnaires de réseau de distribution mixtes wallons, et donc, de faire sien l'ensemble des documents y relatifs (statuts et charte de gouvernance d'entreprise, convention d'associés entre Electrabel et les gestionnaires de réseau de distribution mixtes wallons et convention de cession de parts sociales) et de prévoir la mise en œuvre de cette prise de participation dès l'instant où les conditions suspensives reprises dans la convention de cession de parts sociales auront été levées, d'adapter les statuts actuels de l'intercommunale à la future mission de NETWAL, et, *in fine*, de décider de confier l'exploitation opérationnelle et journalière de l'intercommunale à NETWAL sous la condition que les prises de participation au capital de celle-ci aient été effectuées par l'ensemble des gestionnaires de réseau de distribution mixtes wallons;

Le Conseil décide à l'unanimité, comme formant un tout indissociable, d'approuver :

- de prendre acte et, pour autant que de besoin, de ratifier le Mémoire d'Understanding signé entre Intermixt et Electrabel en date du 27 mars 2008;
- de prendre acte et d'exprimer son adhésion aux statuts et à la charte de gouvernance d'entreprise de la société « NETWAL »;
- de confier l'exploitation opérationnelle et journalière des activités de l'intercommunale à la société « NETWAL » lorsque la prise de participation au capital de celle-ci sera effective pour l'ensemble des gestionnaires de réseau mixtes wallons;
- la convention d'associés entre Electrabel et les gestionnaires de réseau de distribution mixte wallons relative au projet « NETWAL »;
- de prendre une participation au capital de la société « NETWAL » de 23,92 % du capital social;
- la convention de cession de parts sociales;
- le projet de modifications des statuts et de ses annexes;

Le Conseil décide à l'unanimité,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 27/05/2008;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.G.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit **pour le 18 juin 2008;**
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

18. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DES VOIRIES – EXERCICE 2008 – LOT 1 – IMPASSE DU VIADUC – CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET DU DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que l'impasse du Viaduc à Jurbise, nécessite des travaux d'entretien;

Vu l'inscription budgétaire d'un montant de 100.000 EUR T.V.A.C. en modification budgétaire n°1 de l'exercice 2008 pour les lots 1, 2 et 3 des travaux d'entretien extraordinaire des voiries – Exercice 2008;

Vu le cahier spécial des charges, métré et devis estimatif établis par le Hainaut Ingénierie Technique portant sur un montant de 29.864,31 EUR T.V.A. comprise pour le lot 1 – Impasse du Viaduc à Jurbise;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges, métré et devis estimatif des travaux, ainsi que de fixer le mode de passation du marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Décide : à l'unanimité

Article 1er. – D'approuver le cahier spécial des charges et le métré relatifs aux travaux d'entretien extraordinaire des voiries – Exercice 2008 – Lot 1 – Impasse du Viaduc à Jurbise, ainsi que le devis estimatif au montant de 29.864,31 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

Article 3. - De fixer les critères de sélection qualitative comme suit ;
Renseignements et documents à fournir par les soumissionnaires :

- 1° un extrait du casier judiciaire attestant qu'il ne se trouve pas dans une des situations visées à l'article 17 1°, 2°, 3° et 4° de l' A.R. du 08.01.1996 relatif aux marchés publics;
- 2° une attestation d' O.N.S.S. conforme aux dispositions de l'article 17 bis de l' A.R. du 08.01.1996 relatif aux marchés publics;
- 3° un certificat d'enregistrement catégorie 05 ou 009;
- 4° une liste d'au moins cinq références de travaux similaires et de même ampleur exécutés au cours des cinq dernières années appuyée de certificats de bonne exécution.

Les entrepreneurs agréés en catégorie C sont dispensés de produire les documents repris aux 1° et 4°.

Article 4. – De transmettre un extrait de la présente délibération au Hainaut Ingénierie Technique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

19. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DES VOIRIES – EXERCICE 2008 – LOT 2 – RUE D'ERBISOEUL – CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET DU DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la rue d'Erbisoeul à Herchies, et plus particulièrement l'accotement entre le Quartier du Bon Air et la piste cyclable existante côté Erbisoeul, nécessite des travaux d'entretien;

Vu l'inscription budgétaire d'un montant de 100.000 EUR T.V.A.C. en modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2008 pour les lots 1, 2 et 3 des travaux d'entretien extraordinaire des voiries – Exercice 2008;

Vu le cahier spécial des charges, métré et devis estimatif établis par le Hainaut Ingénierie Technique portant sur un montant de 36.978,02 EUR T.V.A. comprise pour le lot 2 – Rue d'Erbisoeul à Herchies;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges, métré et devis estimatif des travaux, ainsi que de fixer le mode de passation du marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Décide : à l'unanimité

Article 1er. – D'approuver le cahier spécial des charges et le métré relatifs aux travaux d'entretien extraordinaire des voiries – Exercice 2008 – Lot 2 – rue d'Erbisoeul à Herchies, ainsi que le devis estimatif au montant de 36.978,02 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

Article 3. - De fixer les critères de sélection qualitative comme suit ;
Renseignements et documents à fournir par les soumissionnaires :

1° un extrait du casier judiciaire attestant qu'il ne se trouve pas dans une des situations visées à l'article 17 1°, 2°, 3° et 4° de l' A.R. du 08.01.1996 relatif aux marchés publics;

- 2° une attestation d' O.N.S.S. conforme aux dispositions de l'article 17 bis de l' A.R. du 08.01.1996 relatif aux marchés publics;
- 3° un certificat d'enregistrement catégorie 05 ou 009;
- 4° une liste d'au moins cinq références de travaux similaires et de même ampleur exécutés au cours des cinq dernières années appuyée de certificats de bonne exécution.

Les entrepreneurs agréés en catégorie C sont dispensés de produire les documents repris aux 1° et 4°.

Article 4. De transmettre un extrait de la présente délibération au Hainaut Ingénierie Technique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

20. TRAVAUX – ENTRETIEN EXTRAORDINAIRE DES VOIRIES – EXERCICE 2008 – LOT 3 – RUE DE LA GARE – CAHIER SPECIAL DES CHARGES ET DU DEVIS ESTIMATIF, FIXATION DU MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la rue de la Gare à Jurbise, et plus particulièrement l'accotement entre la poste et le carrefour avec la route d'Ath, nécessite des travaux d'entretien;

Vu l'inscription budgétaire d'un montant de 100.000 EUR T.V.A.C. en modification budgétaire n° 1 de l'exercice 2008 pour les lots 1, 2 et 3 des travaux d'entretien extraordinaire des voiries – Exercice 2008;

Vu le cahier spécial des charges, métré et devis estimatif établis par le Hainaut Ingénierie Technique portant sur un montant de 33.099,07 EUR T.V.A. comprise pour le lot 3 – Rue de la Gare à Jurbise;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver le cahier spécial des charges, métré et devis estimatif des travaux, ainsi que de fixer le mode de passation du marché et les critères de sélection qualitative;

Vu la loi du 24.12.1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (M.B. du 22.01.1994);

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (M.B. du 26.01.1996);

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics (M.B. du 18.10.1996);

Décide : à l'unanimité

Article 1er. – D'approuver le cahier spécial des charges et le métré relatifs aux travaux d'entretien extraordinaire des voiries – Exercice 2008 – Lot 3 – rue de la Gare à

Jurbise, ainsi que le devis estimatif au montant de 33.099,07 EUR T.V.A. comprise.

Article 2. - De fixer comme mode de passation de marché la procédure négociée sans publicité.

Article 3. - De fixer les critères de sélection qualitative comme suit;
Renseignements et documents à fournir par les soumissionnaires :

- 1° un extrait du casier judiciaire attestant qu'il ne se trouve pas dans une des situations visées à l'article 17 1°, 2°, 3° et 4° de l' A.R. du 08.01.1996 relatif aux marchés publics;
- 2° une attestation d'O.N.S.S. conforme aux dispositions de l'article 17 bis de l' A.R. du 08.01.1996 relatif aux marchés publics;
- 3° un certificat d'enregistrement catégorie 05 ou 009;
- 4° une liste d'au moins cinq références de travaux similaires et de même ampleur exécutés au cours des cinq dernières années appuyée de certificats de bonne exécution.

Les entrepreneurs agréés en catégorie C sont dispensés de produire les documents repris aux 1° et 4°.

Article 4. De transmettre un extrait de la présente délibération au Hainaut Ingénierie Technique et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.

21. TRAVAUX – « CHARTE DE BONNE CONDUITE » - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Afin de garantir au mieux l'accès aux habitations et commerces et de maintenir l'activité commerciale dans les rues soumises à des travaux de longue durée, s'engage, à l'unanimité, à :

AVANT LES TRAVAUX

- Veiller, dans l'établissement du cahier des charges, à prévoir une **durée des travaux** qui n'excède pas les besoins normaux en terme de temps nécessaire pour la mise en œuvre du chantier et à y inclure les éléments de phasage éventuels lorsque cela s'avère possible ainsi que les obligations prévues en termes de concertation et d'information des riverains;
- Organiser une **réunion de concertation** entre les acteurs concernés par les travaux : commune, entrepreneur, commerçants, indépendants, professions libérales, riverains, associations, ... Cette réunion est l'occasion de donner une information précise concernant les conditions de mise en œuvre du chantier et, par ailleurs, de convenir de modalités visant à minimiser l'impact éventuellement négatif des travaux menés;
- Etablir avec l'entrepreneur un **agenda** précis des travaux;
- Eviter de débiter les travaux pendant ou juste avant les **périodes** de fête et/ou de soldes;

- Suivant la dimension du chantier et la configuration des sites concernés : réaliser un phasage des travaux afin d'assurer un **accès aux voiries**, aux lieux ou sites desservis, le plus longtemps possible;
- Etablir un **plan de signalisation** permettant dans toute la mesure du possible l'accès par d'autres voies aux sites en chantier;
- Désigner une **personne de contact** au sein des services de l'administration communale qui soit l'interlocuteur-relais des riverains concernés.

PENDANT LES TRAVAUX

- **Inform**er les commerçants concernés ainsi que la population du début et de la durée des chantiers et du déroulement des opérations;
- Supprimer certaines **taxes communales** spécifiques aux commerces pendant la durée des travaux lorsqu'il s'agit de chantiers dont la durée dépasse un mois;
- Placer des **panneaux d'information** précisant que les commerces restent accessibles;
- Proposer des places de **parking** à proximité des rues en chantier pour les riverains et clients mais aussi pour les fournisseurs;
- Dans le cas de chantiers importants, imaginer la mise en place éventuelle de **navettes** pour desservir les centres villes en travaux;
- Veiller à maintenir le plus longtemps possible l'accessibilité aux maisons et commerces via un **passage piétonnier**;
- Inclure systématiquement des **pénalités de retard** dans le cahier des charges spécifiques lorsque les délais fixés pour la durée du chantier sont dépassés par l'entrepreneur.

APRES LES TRAVAUX

- **Inform**er la population de la fin du chantier et de l'accessibilité retrouvée des commerces et rues concernées notamment via les bulletins communaux, la presse, la télévision locale,...;
- Organiser, de concert avec les associations de commerçants, un événement **commercial** (foire, braderie, week-end spécifique...) dès la fin du chantier afin de contribuer à attirer à nouveau les clients et badauds;
- Prévoir une **signalisation** précisant que les commerces sont à nouveau accessibles.

22. QUESTIONS ORALES

Le groupe PS aborde les sujets suivants : la problématique des coussins berlinois, des bulles à verre et à huile situées à Herchies, ainsi que la limitation de vitesse de la RN 56, à hauteur de l'école des Bruyères.

Madame SENECAUT aborde également le problème de l'enlèvement des encombrants.

La Présidente fait part au Conseil Communal, des différents travaux initiés par l'I.D.E.A, afin d'atteindre le coût vérité en matière de traitement des déchets et l'élaboration d'un règlement commun à la zone I.D.E.A. pour arriver à cet objectif.

HUIS CLOS

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.